N°1183

du 30 NOVEMBRE 2018

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.6 Production animale, accès à l'eau et assainissement, formation professionnelle...

La France s'assure de l'effectivité de ses projets au bénéfice des communautés de base

P.3

Avant le démarrage de la restructuration de l'entreprise

3 orientations majeures sont prises à Lomé sur la CEB

Faure Gnassingbé et Patrice Talon, mardi à Lomé

P.4 En amont de la décision d'instituer un prélèvement à l'exportation en 2019

Le Togo a vendu 13.896 tonnes de noix de cajou, à fin août 2018

P.4 Redevances issues de l'abri sécuritaire

Le stationnement des bateaux en rade a rapporté près de 19 milliards Cfa au Port en 3 ans

P.3 Installation et exploitation des entreprises de communication audiovisuelle privées

La durée de l'autorisation par la HAAC revue à la baisse

** Les accréditations des organes de presse étrangers reviennent à la HAAC.*

P.3 Diffusion de propos tendant à créer le désordre et la violence au Togo

La CEDEAO exprime sa totale désapprobation

Prix: Togo, Bénin, Burkina: **250CFA** Zone CFA: **300 F** Europe et autres pays: **1 euro --- Abonnement:** Contacter **22 61 35 29 / 90 05 94 28**

Danse contemporaine

La compagnie MD de Martinique sur la scène de l'IFT

Une génération de perdue. Une amoureuse de perdue. Une chorégraphe de perdue. Une conscience collective de perdue. La mort est imminente. La tromperie et la trahison nous côtoient trop souvent. La destruction de la transmission est devenue monnaie courante. Tant de diplômés abandonnés pourtant, le chômage fait rage. Tant d'histoires d'amour faisant taire les plus belles sincérités laissant place à une communication falsifiée.

Le monde pourrait nous jouer une bien meilleure musique ! Du haut de leur perchoir, plongé dans un élixir d'égoïsme, des individus nous servent de belles danses du corps et du verbe qui ont perdu leur âme. La parade nuptiale devient le moyen de communication et sert la manipulation.

Sur " *Une de Perdue, une de perdue ?* ", le face à face implique un langage commun et original mêlant hip hop et afro-contemporain, qui rend l'expérience différente et encore plus enrichissante. L'originalité de cette création réside donc dans le fait qu'elle réunit deux chorégraphes de techniques et générations différentes. Liés par une corde, les danseurs expriment leurs états et émotions à travers un jeu chorégraphique singulier.

Mise en Espace : Josiane ANTOUREL

Chorégraphes : Josiane ANTOUREL & David MILOME

Interprétations : Chantal THINE & David MILOME

Musiques : Medouze & David MILOME

Décor : Dominique GUESDON

Création Lumière : Marc-Olivier RENE

1 DÉC. / 20H00 | ENTRÉE : 2.000 & 3.000 FCFA | PRÉVENTE 1.500 FCFA - LOMÉ

Langues

Le rayonnement mondial du chinois

La langue comme support de l'influence. La chine l'a compris en rendant aujourd'hui le mandarin incontournable, et comme passerelle pour promouvoir les échanges et étendre l'influence chinoise, comme le relève notre confère Republic of Togo, à propos de la célébration le 23 novembre dernier, du 9e anniversaire de l'Institut Confucius en présence de Chao Weidong, l'ambassadeur chinois à Lomé. " *La langue chinoise constitue une passerelle importante pour promouvoir les échanges économiques, culturels et commerciales entre la chine et le Togo* ", a déclaré l'ambassadeur de Pékin.

Pour La Chine, le défi aujourd'hui économique et géopolitique, sera aussi à terme idéologique et culturel.

La Chine sait qu'à côté de sa réussite économique, son héritage culturel universellement admiré est son meilleur atout pour le développement de son soft power à l'étranger.

Depuis une quinzaine d'années, elle a lancé une vigoureuse offensive dans les secteurs qu'elle considère comme prioritaires pour faire connaître sa culture immémoriale et ses réalisations contemporaines.

Depuis le lancement en 2002 du Chinese Bridge Project pour la promotion de la langue chinoise à l'étranger par le ministère chinois de l'Éducation, l'apprentissage du mandarin connaît un développement exponentiel au plan mondial.

Cet enseignement passe par les Instituts Confucius qui ont connu un

développement fulgurant sur tous les continents depuis leur lancement en 2004. Il y en a 500 dans 140 pays. Un chiffre bien supérieur à celui du Goethe Institut et du British Council, mais inférieur aux Alliances françaises (800).

Les Instituts Confucius dépendent du ministère de l'Education chinois à travers la Commission pour la diffusion de la langue chinoise (Hanban).

Leur objectif est d''aider les peuples à connaître la langue et la culture chinoises et de renforcer les échanges et la coopération entre la Chine et les autres pays du monde dans les domaines de l'éducation et de la culture'.

Outre l'étude de la langue, beaucoup d'Instituts proposent des conférences sur la culture traditionnelle et sur la Chine contemporaine, mais aussi diverses activités telles que sinologie, calligraphie, étude des textes anciens, histoire de la Chine, gastronomie, médecine traditionnelle, taï-chi, etc.

Ils fonctionnent généralement en partenariat avec les universités locales. Au Togo, l'Institut est situé à l'Université de Lomé.

L'UNION/Republicoftogo

A paraitre

La suite de "*La Servante écarlate*" avant le printemps 2020 en France

Intitulée The Testaments, la suite de la dystopie à succès de l'auteure canadienne paraîtra le 10 septembre 2019, a annoncé Penguin Random House, mercredi 28 novembre. Alors que l'adaptation en série TV entame sa troisième saison l'année prochaine, le roman La Servante écarlate (The Handmaid's Tale) bénéficiera d'une suite qui sortira mondialement dans sa version anglophone le 10 septembre 2019, a annoncé aujourd'hui Penguin Random House.

En France, Robert Laffont assurera la traduction de l'ouvrage. L'éditeur affirme être encore en phase de "négociations" et déclare sans grande marge d'erreur pouvoir prévoir une parution "*au plus tard au printemps 2020*".

Intitulée The Testaments, la suite du best-seller de Margaret Atwood propose une narration portée par "*trois personnages féminins*" qui se déroule quinze ans après l'intrigue du roman paru aux Etats-Unis en 1985, a indiqué la maison d'édition.

A cette occasion, l'écrivaine a par ailleurs déclaré à ses lecteurs: "*Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur Gilead et ses fonctionnements internes ont inspiré ce livre. Enfin, presque tout! L'autre inspiration est le monde dans lequel nous vivions.*"

Imprimerie

Le robot Gutenberg One partiellement dévoilé

Avec une solennité soulignant l'importance qu'il attache à l'événement, Hubert Pédurand, P-DG de Néomédias a présenté le 27 novembre lors d'une conférence au salon Creativ'Book une partie de son projet de création d'un robot baptisé Gutenberg One, qui fabriquera à l'unité des livres complets, et que son concepteur souhaite installer très largement, dans tous les lieux de diffusion de culture en France mais aussi à l'étranger.

"*Une partie des brevets reste à déposer, il n'est pas possible de tout dévoiler maintenant*" a justifié le créateur, par ailleurs directeur général du groupe Laballery, totalement extérieur à ce développement a-t-il souligné. "*J'y ai investi les fonds de mon entreprise et mes économies personnelles*" a insisté Hubert Pédurand. Pour sa partie visible, Gutenberg One fonctionne avec un bras polyarticulé, auquel "nous avons appris les gestes du métier: massicoter, plier, brocher, etc. Le moteur d'impression réalise à la fois l'intérieur et la couverture du livre" indique Hubert Pédurand, ce qui explique le faible encombrement de l'ensemble, qui occupe 2m2 au sol.

La première démonstration pour les partenaires du projet sera organisée le 5 décembre dans l'atelier de R&D Project Managing, une société d'ingénieurs installée à Dossenheim sur Zinsel, en Alsace, qui réalise des équipements automatisés et des robots pour l'industrie. Le coût de revient d'un volume, la capacité de fabrication, le modèle économique devraient être précisés lors de la

Alliant matériaux bruts et technologie, entre l'élégance sobre des Apple store et le confort des cafés Starbuks, cet univers baptisé Gutenberg & Co - The book workshop, sera déclinable en modules de 10 ou 20m2 ou plus pour être installé sous forme de corner, mais aussi de magasins à part entière. Le but est de les multiplier dans les bibliothèques, musées, librairies, etc., en France et à l'étranger, tout particulièrement dans les pays dépourvus de lieux de diffusion du livre.

AZIMUTS INFOS

Perdre de la graisse et perdre du poids : quelle différence ?

Maigrir, d'accord, mais alors, mieux vaut perdre de la graisse plutôt que du muscle. Comment s'y prendre ?

L'organisme contient de l'eau, des organes, des muscles, de la graisse... Lorsque l'individu maigrit, il peut perdre de la graisse, mais aussi du muscle. Pour éviter de perdre du muscle, il est important de faire de l'exercice physique.

Toutefois, en faisant de l'exercice, l'organisme peut gagner en muscle et ne pas forcément perdre de poids car le muscle est plus dense que la graisse. C'est pourquoi la mesure du tour de taille peut être un indicateur plus intéressant que le poids.

Grâce à une balance à impédancemétrie, il est possible de connaître la composition de son organisme en graisses et de mesurer son évolution. Chez un homme de poids normal, la masse de graisse représente environ 15 % à 20 % du poids, alors que chez les femmes, cette proportion est d'environ 25 % à 30 %.

Sport et protéines pour garder du muscle

De manière générale, pour prendre du muscle, il faut faire de l'exercice et consommer des protéines, qui peuvent être trouvées dans l'alimentation (protéines animales ou végétales) ou dans des compléments alimentaires.

La dépense énergétique dépend de différents paramètres comme le sexe, l'âge, l'activité pratiquée, la masse maigre de l'individu... Grâce au sport, l'organisme peut gagner en muscle ; comme la masse musculaire influence le métabolisme de base (au repos), plus l'organisme est musclé, plus le métabolisme de base augmente.

Enfin, certains compléments alimentaires sont commercialisés comme " brûleurs de graisse ". Ils consistent à activer la lyse des lipides dans les cellules graisseuses (les adipocytes), en augmentant le métabolisme de base de l'organisme.

Épissage

L'épissage (en anglais splicing) est un mécanisme de maturation de l'ARN qui permet à un ARN transcrit à partir d'un gène (ARN pré-messager), de se débarrasser de séquences non-codantes (les introns), pour donner un ARN messager, ou ARNm, qui sera ensuite traduit en protéine dans le cytoplasme de la cellule. L'épissage des ARN a lieu dans le noyau des cellules eucaryotes. Les séquences codantes qui se retrouvent dans l'ARNm final sont les exons. Comme les gènes sont composés d'introns et d'exons, on dit qu'ils sont morcelés. Les exons sont généralement de courtes séquences, tandis que les introns sont bien plus longs. Les ARNt (ARN de transfert) et ARNr (ARN ribosomique) subissent aussi un épissage.

Des enzymes interviennent sur l'ARN pré-messager qui est la copie de l'ADN du gène ; par exemple, les ribozymes catalysent des réactions de l'épissage. Des séquences présentes sur l'ARN pré-messager servent de signaux d'épissage, de part et d'autre des introns. Des ribonucléoprotéines nucléaires (snRNP) interviennent dans l'épissage : ces molécules sont formées de protéines et de molécules d'ARN. Ces molécules travaillent au sein du complexe d'épissage ou splicéosome, un ensemble plus vaste de molécules d'ARN et de protéines, qui coupe et recolle l'ARN.

L'épissage alternatif

À partir d'un même ARN pré-messager, il est possible d'obtenir différents ARNm, selon les séquences conservées ou supprimées dans la version finale. Un même ARN pré-messager peut donc conduire à la production de différentes protéines. La plupart de nos gènes feraient l'objet d'un épissage alternatif. Par conséquent, s'il existe 30.000 à 40.000 gènes fonctionnels chez l'Homme, le nombre de protéines produites est plus élevé.

Des anomalies dans l'épissage alternatif des gènes peuvent être impliquées dans des cancers. C'est pourquoi certaines thérapies ciblent l'épissage alternatif. Des mutations conduisant à des épissages aberrants peuvent conduire à des maladies génétiques. L'épissage alternatif concerne aussi les virus, comme le virus de l'hépatite B ou le VIH.

L'UNION Pour la Patrie

Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Avant le démarrage de la restructuration de l'entreprise

3 orientations majeures sont prises à Lomé sur la CEB

Late Pater

Le communiqué final mentionne que les présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Patrice Talon ont tenu une séance de travail, ce 27 novembre 2018 à Lomé, qui a porté sur l'examen de la situation de la Communauté Electrique du Bénin (CEB) et les relations bilatérales. A l'invitation du premier, le N°1 togolais. Lors de cette rencontre, l'évolution récente du secteur de l'énergie électrique au Togo et au Bénin a été présentée, notamment en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement, l'autonomie énergétique pour accompagner les missions régaliennes des deux Etats et la consolidation d'un service public de l'électricité qui ouvre plus d'accès au plus grand nombre, tant pour les besoins sociaux qu'économiques.

Faure Gnassingbé et Patrice Talon, mardi à Lomé

La séance de travail élargie aux deux délégations

A l'issue de la séance à huis clos entre les deux chefs d'Etat togolais et béninois et leurs ministres en charge des finances et de l'énergie, les orientations suivantes ont été prises : s'agissant de la **dette de la CEB** à l'égard de ses fournisseurs d'énergie (TCN, VRA, GRIDCo et CIE), il sera procédé, en accord avec ces créanciers, aux paiements partiels et la mise en place d'un échéancier pour le solde avec la garantie des Etats au plus tard le 31 décembre 2018. L'**objet social de la CEB va aussi changer** à compter du 1er janvier 2019 : la Communauté Electrique du Bénin devient désormais gestionnaire de réseau de transport d'énergie, avec pour activité connexe la poursuite de l'exploitation des moyens de production du barrage de Nangbéto et des deux turbines à gaz installées dans les deux pays. En conséquence, chaque Etat assurera l'importation directe de ses besoins complémentaires en énergie. La troisième orientation majeure est la **mise sous administration provisoire de la CEB** pour une durée de six mois à compter du 1er janvier 2019. Sous l'autorité du Haut Conseil inter étatique, l'administration provisoire sera chargée, entre autres, d'engager la procédure de recrutement d'un gestionnaire délégué et de démarrer la restructuration de l'entreprise.

«Les deux chefs d'Etat expriment leur gratitude à leurs Excellences Messieurs les Présidents de la République fédérale du Nigéria, de la République du Ghana et de la République de Côte d'Ivoire pour leur compréhension et leur soutien à la CEB», précise le communiqué.

A Lomé, Faure Essozimna Gnassingbé et Patrice Talon ont salué la bonne coopération entre le Togo et le Bénin, notamment entre leurs administrations douanières, et ont convenu de la mise en place d'un cadre de concertation qui permettra de mieux lutter contre la fraude. Il sera ainsi procédé à la mise en place de l'interconnexion informatique des deux douanes et de la création de postes de contrôle avancés. Les deux chefs d'Etat se sont félicités de la tenue de ce sommet et ont émis le vœu de voir de telles rencontres se tenir plus souvent. En signe de réciprocité, le président togolais est invité à effectuer une visite de travail en République du Bénin.

La Communauté Electrique du Bénin est un organisme international à caractère public du Bénin et du Togo chargé du développement de l'énergie électrique au Bénin et au Togo. En 2002, le rapport d'évaluation et de performance du projet de dispatching de production et de transport d'énergie de la CEB disait déjà que *«la situation financière de la CEB est fragile»*. De leur côté, les ouvrages réhabilités de la centrale de Nangbéto doivent être réceptionnés en mai 2021.

Diffusion de propos tendant à créer le désordre et la violence au Togo

La CEDEAO exprime sa totale désapprobation

Laté Pater

Alors qu'une semaine auparavant, l'organisation sous régionale insistait fermement que le rapport de l'expert constitutionnaliste, recruté par la Commission, est en conformité avec les décisions de la CEDEAO du 31 juillet 2018 et *«avec la pratique en cours dans les pays de l'Afrique de l'ouest»*, en ce que les termes de référence de l'expert consistaient clairement à proposer des réformes constitutionnelles qui prennent en compte le mode de scrutin à deux tours pour l'élection du Président de la République, la limitation à deux du nombre de mandat présidentiel, la recomposition de la Cour constitutionnelle pour notamment revoir sa composition et limiter le nombre de mandat de ses membres, la Commission de la CEDEAO vient de publier un nouveau communiqué sur la situation politique au Togo, ce 26 novembre 2018 à Abuja. *«Depuis quelques temps, alors que la CEDEAO s'investit pleinement dans la mise en œuvre des décisions contenues dans la Feuille de Route adoptée le 31 juillet 2018 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'organisation sous régionale, des propos et des écrits sont diffusés pour appeler à des initiatives susceptibles de créer le désordre et de susciter la violence au Togo. De tels messages sont de nature à compromettre les efforts qui sont en cours pour mettre fin à la situation difficile que connaît le pays ; ils accentuent également l'inquiétude que la persistance de la crise suscite chez les Togolais, les amis et les partenaires du Togo. C'est dire qu'ils vont à l'encontre des intérêts fondamentaux du peuple togolais et de la sous région.*

A ce propos, les Facilitateurs et la Commission de la CEDEAO voudraient rappeler qu'aux paragraphes 39 et 40 de la Feuille de Route du 31 juillet 2018 à laquelle ont souscrit tous les acteurs politiques, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a condamné tout recours à la violence et appelé les acteurs politiques et la société civile à s'abstenir, en toute circonstance, d'actes et de propos susceptibles d'alimenter de nouvelles tensions et de compromettre les efforts en cours. Cette position s'inscrit en droite ligne dans l'esprit et la lettre du Protocole de la CEDEAO relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement de conflits, de maintien de la paix et de la sécurité, ainsi que de son Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance.

Voilà pourquoi les Facilitateurs et la Commission de la CEDEAO expriment leur totale désapprobation des propos et écrits susmentionnés. Au demeurant, ceux-ci vont à l'encontre du souci d'apaisement que la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a salué chez l'ensemble des acteurs politiques depuis le début de la Facilitation entreprise par la CEDEAO. Aussi, les Facilitateurs et la Commission voudraient-ils, à nouveau, lancer un appel pressant à toutes les parties prenantes à la crise, pour qu'elles s'abstiennent de recourir à la violence et s'inscrivent résolument dans la voie du dialogue et de la concertation pour résoudre leurs différends, de manière à promouvoir la culture de la paix dans leur pays, pour le bien commun. Ils sollicitent, en même temps, la collaboration, dans ce sens, des responsables des organisations de la société civile et des médias.

Enfin, les Facilitateurs et la Commission de la CEDEAO réaffirment leur ferme détermination à tout mettre en œuvre en vue de l'application de la Feuille de Route du 31 juillet 2018», a-t-elle écrit.

Installation et exploitation des entreprises de communication audiovisuelle privées

La durée de l'autorisation par la HAAC revue à la baisse

**** Les accréditations des organes de presse étrangers reviennent à la HAAC.***

Ce sont là quelques changements apportés par le gouvernement à la loi organique du 15 décembre 2004 relative à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), elle-même déjà modifiée en décembre 2009 et en juillet 2013. Les députés ont tout validé le 15 novembre 2018. Les articles 2, 3, 7, 9, 16, 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 31, 32, 37, 38, 42, 43, 46, 47, 48, 51, 55, 57, 58, 60, 61, 62, 63 et 66 sont modifiés. A l'Assemblée nationale, la commission des lois a aussi retouché les articles 5, 8, 10, 17, 59 et 131.

Ainsi, au nom de l'émergence des médias en ligne et du basculement de l'analogique au numérique, le champ d'application de ladite loi est étendu. La presse en ligne étant définie comme un service de communication au public utilisant le mode écrit ou audiovisuel avec internet comme support principal, édité à titre professionnel par une personne morale qui a la maîtrise éditoriale de son contenu. Les blogs, les réseaux sociaux comme Facebook, WhatsApp, Twitter, Imo, Instagram et autres sont donc exclus de ce nouveau champ d'application et ne peuvent être régulés par la HAAC. Ces derniers ne sont ni entreprises de presse ni médias en ligne.

Par cette démarche, l'Exécutif juge nécessaire de réorganiser et de renforcer les attributions de la Haute autorité afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle d'organe de régulation du nouveau paysage médiatique togolais. Une mutation de forme et de fond sera opérée à la HAAC. Ses services techniques vont être réorganisés en transformant l'actuel secrétariat administratif et financier en secrétariat général dirigé par un secrétaire général. Le secrétaire administratif et financier sera purement et simplement remplacé par un agent comptable du Trésor qui s'occupera exclusivement des questions financières de la HAAC. *«La création du poste de secrétaire général est rendue nécessaire par les besoins de coordination de l'ensemble des services administratifs et des commissions spécialisées en création à la HAAC en vue d'assurer à l'institution un fonctionnement optimal»*, précise le pouvoir de Lomé. Plus est, l'autonomie financière de la HAAC va être renforcée avec l'extension de ses ressources financières à l'appui des partenaires techniques et financiers, aux dons et legs. Désormais, on parlera aussi des compétences étendues aux acteurs de la chaine de valeurs.

L'autre modification a consisté à revoir à la baisse la durée de l'autorisation d'installation et d'exploitation des entreprises de communication audiovisuelle privées en la passant de dix (10) à huit (8) ans pour l'édition des programmes de télévision et de cinq (5) à quatre (4) ans pour la radiodiffusion sonore. *«La baisse de la durée est motivée par le fait que les opérateurs privés de ce secteur n'auront plus besoin de faire de lourds investissements pour acquérir les équipements de diffusion»*, justifie le ministère de tutelle. Par exemple, les pylônes, les émetteurs et réémetteurs, etc. Actuellement, près de 90% des investissements sont consacrés à la diffusion.

Enfin, la loi modificative règle la question des accréditations des correspondants et envoyés spéciaux des organes de presse étrangère qui exercent sur le territoire national. Jusqu'ici, il n'y avait aucune disposition réglementaire. Tantôt le ministère de la communication leur délivre des accréditations. Tantôt c'est la HAAC. Cette diligence est désormais confiée à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication *«étant donné que c'est elle qui délivre la carte de presse»*, dit-on. Ajoutant qu'un décret en conseil des ministres viendra préciser les conditions d'accréditation des correspondants et envoyés spéciaux.

Interpellations d'individus et de contrôle de véhicules

25 gendarmes togolais désormais dotés de techniques d'intervention

Du 19 au 23 novembre 2018, deux sous-officiers du détachement de la gendarmerie prévôtale du Sénégal ont formé à Lomé 25 officiers et sous-officiers de la gendarmerie togolaise aux techniques d'intervention professionnelle. Cette formation, principalement destinée aux officiers de la 2ème promotion du Cours d'application des officiers de la gendarmerie organisée au Togo, visait à initier ces derniers aux techniques d'intervention professionnelles dans le cadre d'interpellations d'individus et de contrôle de véhicules, indique-t-on officiellement.

La démonstration finale réalisée devant de nombreuses autorités a permis de mesurer les acquis des stagiaires et au Colonel DEFLY, directeur des personnels et de la formation représentant le DGGN – Direction générale de la Gendarmerie nationale –, de souligner une nouvelle fois l'excellente coopération franco-togolaise en matière de formation de la gendarmerie.

Redevances issues de l'abri sécuritaire

Le stationnement des bateaux en rade a rapporté près de 19 milliards Cfa au Port en 3 ans

Jean AFOALBI

On en voit de ces bateaux sur les côtes togolaises dès qu'on se met sur le boulevard du Mono. Au point où, dans l'opinion, un débat était né sur la contradiction entre la vue de ces bateaux aux larges du Port autonome de Lomé – démontrant que celui-ci a la confiance totale des opérateurs – et les déclarations sur la baisse des recettes au Port et le délaissement de celui-ci au profit de ses voisins d'Accra, Cotonou, Abidjan, Lagos… Finalement, il est plutôt dit que ces bateaux sont en train de passer et s'abritent dans les eaux togolaises au nom de la sécurité qui y règne, avant d'accoster à leur destination finale.

Selon un document officiel consulté par *L'UNION*, ce stationnement en rade engendre des recettes pour abri sécuritaire. Annuellement pour le Port, 1,145 milliard de francs Cfa en 2014, 1,604 milliard de francs Cfa en 2015, 1,873 milliard de francs Cfa en 2016, 1,591 milliard de francs Cfa en 2017 et 1,433 milliard de francs Cfa à la date du 30 septembre 2018, au titre des recettes. L'activité est concédée à des sociétés qui paient des redevances au Port. De 2016 à la fin du troisième trimestre 2018, le Port a ainsi perçu 13.232.477.006 francs Cfa sur Togo Terminal, 1.894.620.766 francs Cfa sur Lomé Multipurpose, 679.862.745 francs Cfa sur Terminaux Conventionnels de Lomé, 3.184.759.135 francs Cfa sur Lomé Terminal Container et 273.623.293 francs Cfa sur Boluda. Soit un total de 18.991.719.652 francs Cfa perçus en presque trois ans. Parallèlement, comme en 2017, le Port autonome de Lomé n'entendait apporter que 970,468 millions de francs Cfa au budget général 2018. Avant le collectif budgétaire.

A noter que, en 2017, au titre de la sécurité et de la sûreté maritimes ainsi que de la protection de l'environnement marin, quatre-vingt-deux (82) pirogues ont été immatriculées. S'agissant des contrôles, quarante-huit (48) inspections par l'Etat du pavillon et quatre-vingt-dix-neuf (99) inspections par l'Etat du port sur des navires au port de Lomé ont été effectuées afin de s'assurer de la bonne gestion de leur équipage. L'Etat du pavillon d'un navire est l'Etat qui a immatriculé le navire alors que l'Etat du port est le pays où mouille un navire. De plus, des exercices de simulation ont été organisés sur la gestion des crises maritimes et l'évaluation des niveaux de sûreté des installations portuaires conformément au Code International pour la Sûreté des Navires et des Installations Portuaires (Code ISPS).

En outre, le gouvernement togolais a procédé à la création, en avril 2014, de l'Organisme national chargé de l'action de l'Etat en mer (ONAEM) pour accorder une attention particulière à la sécurité et la sûreté de ses eaux. Cet office comporte trois organes que sont le haut conseil pour la mer, les services du conseiller pour la mer et la préfecture maritime. L'ONAEM a pour mission de renforcer l'action des administrations publiques et de coordonner les efforts intersectoriels dans le but de préserver les intérêts maritimes togolais notamment la sécurité maritime et le sauvetage en mer ; la sûreté maritime et portuaire ; la lutte contre la piraterie et les trafics illicites, notamment des stupéfiants ; la lutte contre les rejets illicites en mer ; la protection du milieu marin ; la lutte contre l'immigration illégale et la traite par voie maritime ; et la surveillance et le contrôle de l'exploitation des ressources halieutiques.

A côté de cette activité connexe, le trafic global est passé à 19 316 624 tonnes en 2017. Le volume annuel de conteneurs manutentionnés au Port est passé de 311.470 TEU (Twenty feet Equivalent Unit, en français Equivalent vingt pieds) en 2013 à 1.193.841 en 2017. Ce volume a connu une évolution en dents de scie sur la même période, avec un pic en 2015 suite à la mise en service du quai et de la darse, confirmant le Port autonome de Lomé dans son rôle de hub dans la sous-région. En 2016, le Port de Lomé avait enregistré une baisse d'activités suite à certaines réformes portuaires et relatives à la limitation de la charge à l'essieu des gros porteurs ; ce qui a poussé un grand nombre d'opérateurs vers les autres ports de la sous-région…à cause du trop-plein des taxes, mais une forte reprise a été notée en 2017, faisant suite à un travail approfondi de marketing à l'endroit des opérateurs des pays de l'hinterland et une révision à la baisse de la charge à l'essieu. Mais vers la fin de l'année 2017, des troubles sociopolitiques ont légèrement impacté cette dynamique.

De nombreux défis restent à relever pour faire du Port de Lomé un acteur incontournable dans le commerce international maritime et renforcer son rôle de hub sous-régional. Des analyses ont décelé des faiblesses dont la résolution rendrait le Port de Lomé beaucoup plus efficient et compétitif dans la sous-région : un schéma de flux sous-optimal entraînant une congestion chronique ; des problématiques d'aménagement et d'utilisation sous-optimaux du foncier dans l'arrière-port ; des carences relatives au cadre réglementaire et institutionnel ; le développement de services logistiques à valeur ajoutée encore limité ; l'absence de centres de formation ne permettant pas d'adapter l'offre de formation à la croissance de la demande de services logistiques.

En amont de la décision d'instituer un prélèvement à l'exportation en 2019

Le Togo a vendu 13.896 tonnes de noix de cajou, à fin août 2018

Selon les chiffres fournis par le ministère de l'agriculture, le volume de noix de cajou vendu et exporté est évalué, pour l'année 2018, à 13.896 tonnes à la date du 27 août 2018. Un chiffre en constante hausse dans la mesure où, en 2017, les exportations togolaises d'amandes de cajou (produits issus du décorticage des noix de cajou brutes) étaient de 246 tonnes vers les Etats-Unis, plaçant le pays au rang de 12è fournisseur du marché américain, et de 118 tonnes vers le marché européen. En 2016, les ventes étaient de 190 tonnes pour l'Union européenne et 161 tonnes pour les Etats-Unis.

Voilà qui a, naturellement, aiguisé l'appétit en taxe. Aussi le gouvernement a-t-il, le 3 octobre 2018, pris le décret instituant un prélèvement à l'exportation sur les noix cajou brutes ou transformées. *«Conformément à l'article 9 alinéa 2 de la loi organique n°2014-013 du 27 juin 2014 relative aux lois de finances, les taxes parafiscales perçues dans un intérêt économique ou sociale au profit d'une personne morale de droit public ou privée autre que l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics administratifs sont établis par décret pris sur le rapport du ministre chargé des finances et du ministre intéressé»*, a-t-il soutenu. Il indique que, en application de ce décret, des dispositions seront prises pour évaluer les prélèvements au titre de l'année 2019.

En attendant, ces prélèvements seront versés sur un compte spécial ouvert au trésor public et dénommé «fonds de gestion de la filière anacarde au Togo». Au lendemain de l'institution de cette taxe au cordon douanier, le portail *Togo First* renseignait que le montant est de quarante francs Cfa par kilogramme sur les noix de cajou brutes et de cinq francs Cfa sur les noix de cajou transformées. L'idée étant de se servir des recettes fiscales mobilisées pour soutenir le développement de la filière et donner un coup de pouce à la transformation locale, plus rentable.

En mars 2017, un comité de coordination de la filière anacarde a été mis en place, avec pour mission, entre autres, de participer à la mobilisation et à la sécurisation des financements au profit de ladite filière. Il est coprésidé par le ministre chargé du commerce et celui de l'agriculture.

Sur initiative de l'association neuchâteloise Ela Yi

Un appel aux dons pour une bibliothèque et un centre de loisirs à Agomé-Yo au Togo

Créée en 2015 et établie à Neuchâtel en Suisse, l'association Ela Yi (qui signifie «ça va aller» en éwé, l'une des langues parlées au Togo) a lancé un financement participatif en ligne pour la construction d'une bibliothèque, renseigne le portail d'informations *arcinfo.ch*. A la date du lundi 26 novembre 2018, il restait encore 800 francs suisse à collecter, sur les 2.500 francs suisse convoités ; donc 1.720 francs déjà collectés. 24 personnes étaient inscrites à ce financement participatif sur le web. *«C'est en très bonne voie. Si on collecte davantage d'argent, c'est que du bonus»*, se réjouit le vice-président de l'association, Yannick Schembari. Précisant qu'il restait encore 19 jours pour participer au projet du crowdfunding.

Des enfants du village d'Agomé-Yo réunis sur le site des travaux

Le coût du projet qui englobe une bibliothèque et un centre de loisirs s'élève à 10.000 francs suisse. *«Grâce à l'effort de nos membres et de donateurs, nous avons déjà pu envoyer 4.900 francs suisse pour construire le toit, les sanitaires, les portes et les fenêtres. Mais il reste beaucoup à faire»*. D'où cet appel aux dons.

Ela Yi part du constat que, en Afrique, il y a peu de centres de loisirs et de bibliothèques destinés aux enfants. D'où son objectif, avec cette structure, de leur *«mettre à disposition un lieu de vie où ils pourront s'épanouir et apprendre»*. L'association est en contact régulier avec des partenaires au Togo qui *«nous tiennent au courant de l'avancée des travaux»*, rassure Yannick Schembari, qui ajoute que le comité travaille bénévolement et de façon *«transparente, en dévoilant ouvertement ce que chaque don aura permis d'accomplir»*.

En participant au crowdfunding, les donateurs recevront des porte-clés, des décapsuleurs ou encore des boucles d'oreilles fabriqués en Afrique. *«Une façon de soutenir l'économie locale»*, insiste le vice-président.

Au terme de trois jours du 7ème Forum des douaniers de l'UEMOA

Lomé pour une contribution active de la douane à l'intégration régionale

En dépit des bons résultats d'une croissance économique à 6,5% en 2016, et à 6,7% en 2017, on estime au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) – qui regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo – que beaucoup de faiblesses existent et constituent autant de défis à relever en terme d'intégration régionale. Toute chose qui explique la rencontre périodique des agents des douanes, dont le 7ème Forum boucle ce vendredi 30 novembre à Lomé, au bout de trois jours d'échanges très pertinents, notamment sur la libre circulation des personnes, des capitaux et des biens et des facteurs de production ainsi que les droits qui y sont attachés. Ou encore la promotion des échanges intracommunautaires de même que la conception et la mise en œuvre du transit régional.

Occasion ainsi offerte aux participants «*d'analyser en profondeur les causes de ces faiblesses et d'envisager les solutions d'approches pour une intégration sous régionale plus forte, plus prospère, plus porteuse d'avenir pour les peuples et les communautés*», a déclaré Kossi Fofio, directeur de cabinet du ministre de l'Economie et des finances, à l'ouverture des travaux mercredi à Lomé. Et pour cause, celui-ci fait comprendre que les administrations douanières constituent un maillon important du processus d'intégration sous régionale. «*L'union douanière avec le Tarif Extérieur Commun et la suppression des droits de portes sur les produits communautaires doivent favoriser la constitution d'un marché régional, le développement industriel et les échanges intracommunautaires. Vous devez apporter une contribution remarquable à l'élimination des barrières tarifaires et non tarifaires, afin d'aider à bâtir une économie sous régionale plus florissante*», a appelé le représentant du ministre de l'Economie et des finances.

Outre les aspects professionnels, le forum de Lomé devra également aborder les questions associatives, corporatistes, syndicales et de renforcement des liens entre associations et différentes administrations. Tout compte fait, au départ de Lomé, l'on s'attend à une contribution plus active de la douane au processus d'intégration plus solide

FOOTBALL/ CAN 2019-CAMEROUN

La CAF pourrait trancher aujourd'hui

Réuni ce vendredi à Accra au Ghana, le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) doit décider s'il maintient ou non l'organisation de la CAN 2019 au Cameroun.

Hervé A.

D'après le programme officiel publié par la CAF, le comité va commencer par analyser les rapports des deux dernières visites d'inspection effectuées au Cameroun. Le premier concerne la situation sécuritaire du pays (la menace Boko Haram au Nord et le conflit entre l'armée et des séparatistes dans les régions anglophones) tandis que le second est relatif aux infrastructures (stades, transports et hébergements). A la lumière de ces deux rapports, la CAF prendra une décision au sujet de cette CAN, qui sera la première à accueillir 24 équipes.

La CAF avait déploré "*un retard important dans la réalisation des infrastructures*" lors de son comité exécutif organisé à Sharm El Sheikh en Egypte fin septembre. Mais dans la foulée, le président de l'instance, Ahmad, s'était rendu au Cameroun afin de rencontrer le président de la République, Paul Biya, et de calmer le jeu en assurant que "*la CAF n'a pas de plan B" et qu'elle "n'a jamais réfléchi à un retrait de la CAN au Cameroun.*" Si elle change d'avis, la CAF devra lancer une nouvelle procédure d'appel à candidatures pour remplacer le pays des Lions Indomptables au pied levé à 7 mois de la compétition et l'Afrique du Sud, l'Egypte et le Maroc feraient alors figure de favoris. A moins que l'instance panafricaine n'opte pour une troisième voie, en laissant encore un peu de temps au Cameroun avant de se prononcer définitivement…

COMPETITIONS INTERCLUBS CAF

Koroki et Gomido doivent réagir

Les matches aller du tour préliminaire des compétitions interclubs de la CAF se sont achevés mercredi avec des fortunes diverses pour les clubs engagés. Koroki et Gomido tous deux battus doivent se reprendre la semaine prochaine pour rester dans la course.

En Ligue des champions, globalement pas de mauvaises surprises à signaler pour les têtes d'affiche qui ont tenu leur rang mais avec des victoires plutôt étriquées. C'est notamment le cas de l'ASEC Mimosas contre Mangasport (1-0), d'Horoya face à Barrack Young Controllers (1-0) et dans une moindre mesure de Primeiro de Agosto, demi-finaliste de la précédente édition, contre l'AS Otoho (4-2).

Le champion d'Afrique 2016 Mamelodi Sundowns a pris une grosse option en s'imposant 2-0 en Guinée Equatoriale contre Leones Vegetarianos. Idem pour l'autre club sud-africain, Orlando Pirates, qui a cartonné 5-1 face à Light Stars, tandis que le Club Africain a concédé un résultat piège au Rwanda face à APR (0-0).

Mardi, Koroki Metete de Tchamba, le représentant togolais à cette compétition, s'est incliné 1-0 devant ASC Les Jaraaf du Sénégal.

En Coupe de la Confédération, après la première vague de matchs disputés mardi, Génération Foot et Djoliba se sont neutralisés 0-0 dans le choc du jour. Plusieurs cartons sont à signaler, à commencer par les Libyens d'Al Ittihad, bourreaux 8-0 des Comoriens de Miracle, ou encore des Sud-Africains de Kaizer Chiefs qui ont cartonné 4-0 Zimamoto (Zanzibar). Grosse option prise aussi par les Congolais du DC Motema Pembe qui ont étrillé les Centrafricains des Anges de Fatima sur le score de 4-1.

Gomido de Kpalimé s'est incliné 2-0 devant AS Coton du Tchad.

CLASSEMENT FIFA

La Belgique conserve la tête

La Belgique conserve la tête du Classement mondial FIFA/Coca-Cola, bien que l'écart entre les Diables Rouges, la France (2e, inchangé) et le Brésil (3e, inchangé) se soit légèrement resserré ces dernières semaines.

Les défaites enregistrées par le duo franco-belge en Ligue des Nations de l'UEFA entraînent une perte de six points pour ces deux équipes, tandis que les Auriverdes, qui restent tout de même à 50 unités des champions du monde, en ont gagné sept après avoir battu successivement l'Uruguay (7e, moins 1) et le Cameroun (55e, moins 4).

Le Portugal (6e, plus 1) profite du double faux pas de la Celeste, tandis que la Suède et les Pays-Bas (tous deux 14e, plus 3 et plus 1 respectivement) récoltent les fruits de leur bonnes performances en Ligue des Nations.

Après avoir remporté chacune leur deux matches dans cette même compétition, la Serbie (29e, plus 6) et la République tchèque (42e, plus 6) réalisent un bond considérable au classement, même si au sein du Top 50, la meilleure progression du mois est à mettre à l'actif du Maroc (40e, plus 7) après les victoires enregistrées par les Lions de l'Atlas contre la Tunisie (26e, moins 4) et le Cameroun. Le revers tunisien fait également les affaires du Sénégal (23e, plus 2), qui est désormais la formation africaine la mieux classée.

Plus loin, un quintet africain s'est particulièrement illustré ce mois-ci, à savoir le Mozambique (117e, plus 5), l'Angola (125e, plus 5), le Soudan (127e, plus 8), les Comores (143e, plus 5) et la Gambie (166e, plus 7). Enfin, il est à noter que l'ascension du Kosovo (131e, plus 6) se poursuit; celui-ci atteignant une nouvelle fois le meilleur classement de son histoire. Le Togo classé 123e pourrait clôturer l'année à cette place au prochain Classement mondial FIFA/Coca-Cola qui sera publié le 20 décembre 2018.

L'agent de Yaya Touré met la pression

Titulaire à seulement 3 reprises depuis son retour à l'Olympiakos début septembre, Yaya Touré (35 ans) n'est pas à la fête en cette première partie de saison. Dans ce contexte, l'agent de l'Ivoirien, Dimtri Seluk, réputé pour ses déclarations hautes en couleurs, n'a pas hésité à mettre la pression sur le club grec.

"*Nous ne voulons pas faire de mal à l'Olympiakos. Je les informe que si nous rompons le contrat, nous ne demanderons pas de l'argent pour la deuxième partie de la saison. Ceux qui aiment vraiment l'Olympiakos et qui l'ont dans leur cœur comprennent ce que je dis*", a ainsi lancé le Russe auprès du site la Gazzetta, comme si un départ du milieu de terrain était déjà dans les tuyaux.

"*J'ai de bonnes intentions. Touré connaît le foot dix fois plus que tout le monde. Il est devenu le meilleur joueur en Afrique. Mais il a eu aussi des distinctions en Angleterre. Ils voulaient lui offrir beaucoup d'argent en Arabie Saoudite, au Japon ou en Chine. Mais il a préféré revenir à l'Olympiakos. Il aime les fans*".

4500 chambres pour les comités olympiques

Les organisateurs des Jeux de Tokyo ont présenté un rapport détaillé de la préparation des JO 2020, jeudi 29 novembre, au deuxième jour de l'assemblée générale de l'Association des comités nationaux olympiques (ACNO).

Toshiro Muto, le directeur général, a précisé que le comité d'organisation avait sécurisé 4 500 chambres, dans 43 hôtels de Tokyo et de sa banlieue, à destination des comités nationaux olympiques. Par ailleurs, un programme sera lancé en janvier 2020 pour aider les familles des athlètes à trouver et réserver des logements dans la capitale japonaise. Autre annonce : les comités nationaux olympiques doivent effectuer leurs demandes de places pour les épreuves olympiques au plus tard le 18 janvier 2019.

Le traditionnel séminaire des chefs de mission se déroulera du 20 au 22 août 2019, à un peu moins d'une année de l'ouverture. Enfin, sur la question des transports, Toshiro Muto s'est montré rassurant. Il a indiqué qu'un plan de réduction du trafic routier était prévu pour la période des Jeux, avec l'objectif de diminuer de 15% la circulation des véhicules. Le trafic dans Tokyo serait alors comparable à celui enregistré en période de vacances.

Un bénéfice de 55 millions de dollars

La course aux Jeux d'hiver 2026 est désormais réduite à seulement deux candidatures, mais l'événement semble se porter comme un charme. Les organisateurs des Jeux de PyeongChang 2018 ont été invités à présenter leur rapport final, mercredi 28 novembre, devant l'assemblée général de l'ACNO.

Il révèle un excédent d'exploitation de 55 millions de dollars. Selon un sondage réalisé dans le pays, 84% des Sud-Coréens estiment que les Jeux d'hiver de PyeongChang ont été un succès. L'événement a rassemblé 1 035 968 spectateurs payants. Trois records du monde et 25 records olympiques ont été battus.

Enfin, les organisateurs asiatiques ont expliqué que les deux villages des athlètes, situés à PyeongChang et Gangneung, étaient désormais habités par leurs résidents. A PyeongChang, les premières familles ont pris possession de leurs appartements en août dernier.

A Gangneung, le village est occupé depuis le mois d'octobre. Dans ce dernier village, les demandes de la population pour bénéficier d'un logement ont été 7 fois supérieures aux capacités d'accueil.

La Russie toujours en question

Le dossier progresse mais les questions demeurent en Russie. Une délégation d'experts de l'Agence mondiale antidopage (AMA) était en visite à Moscou, mercredi 28 novembre. Elle a rencontré les autorités russes. Surtout, elle a pu entrer au laboratoire antidopage de la capitale russe. Un progrès.

Mais l'AMA le souligne dans un communiqué : plusieurs "*questions restent à éclaircir.* " Prochaine étape : une mission technique complète programmée à la mi-décembre 2018, afin de pouvoir extraire les milliers de données des contrôles antidopage stockées au laboratoire de Moscou. "Une fois que les données auront été pleinement authentifiées, nous serons en mesure d'établir des violations des règles antidopage à l'encontre des sportifs ayant triché et d'exonérer d'autres athlètes, explique l'AMA. Les données brutes constituent la pièce manquante du puzzle, qui viendra compléter la duplication de la base de données déjà détenue par l'AMA et contribuera à la conclusion des enquêtes." L'AMA exige que la Russie lui remette, au plus tard le 31 décembre 2018, les données brutes des contrôles antidopage du laboratoire de Moscou. Dans le cas contraire, le sport russe pourrait encourir de nouvelles sanctions.

Production animale, accès à l'eau et assainissement, formation professionnelle…

La France s'assure de l'effectivité de ses projets au bénéfice des communautés de base

Jean AFOLABI

Du 23 au 27 novembre 2018, l'ambassade de France a procédé à la revue des actions financées par la coopération française au Togo. Elles vont de la production animale à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, en passant par l'amélioration de conditions sanitaires et l'amélioration de technique de carbonisation dans la préfecture de l'Oti, informe l'ambassade à Lomé.

Le projet SICHEM, situé à Dzogblakopé, près de Djagblé, dans la préfecture de Zio, a connu, le vendredi 23 novembre, la visite de Marc Vizy, le diplomate français. Avec un projet fondé sur le principe d'une ferme-école, SICHEM est devenu un acteur essentiel du développement économique et social dans la région. Son objectif est d'aider les villages à prendre en main leur développement. Sur le site de Dzogblakopé, l'ambassadeur de France, accompagné de l'attaché de défense et du directeur de l'Agence française de développement (AFD), a pu visiter la ferme de production et de formation de l'association SICHEM spécialisée dans différents domaines.

La ferme-école est impliquée dans la production animale (porcs, petits ruminants, volailles…), végétale (cultures vivrières et plantes médicinales), dans des activités de transformation (confitures, sirops…) ainsi que dans la formation dans ces secteurs. Elle propose en outre des formations professionnelles pour les jeunes autour de la maçonnerie et de la briqueterie à base de matériaux locaux durables, renseigne l'ambassade de France. L'association de développement s'est aussi impliquée dans le domaine de l'animation des communautés villageoises ou encore en faveur d'une éducation de qualité. Dans cet objectif, des centres de documentations et d'informations ont été mis en place par SICHEM.

Maçonnerie et briqueterie à Dzogblakopé, à Djagblé

Ouvrages d'adduction d'eau potable et d'assainissement à Nano (Tandjouaré)

Le lundi 26 novembre, Marc VIZY a rencontré le Réseau des femmes pour le développement de la région des Savanes (REFED/S) dans le village de Galangashi (préfecture de l'Oti). Ce projet de promotion de la technique améliorée de la carbonisation dans la préfecture de l'Oti est l'un des sept lauréats de l'appel à projets 2018 du Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France.

Le lendemain, les réalisations de certains groupements familiaux d'éleveurs ayant participé à un projet d'élevage de pintades en milieu rural de l'ONG Elevages et solidarité des familles au Togo (ESF-T) ont été touchées du doigt. Ce projet, qui touche 180 bénéficiaires directs parmi lesquels 50% de femmes, et plus de 3.000 bénéficiaires indirects, a remporté un appel à projet au niveau de l'AFD, et ainsi obtenu un financement de 500 000 euros par le CFSI (Comité français pour la solidarité internationale). L'AFD, par le biais de l'ONG française Elevage sans frontières, a en outre participé à hauteur de 230 000 euros pour le démarrage du projet, qui est en phase de démarrage avancé. Ce qui porte l'ensemble du financement à **478,15 millions de francs Cfa** au démarrage.

Le même jour, flanqué du ministre Damehane Yark de la Sécurité et de la protection civile, et du directeur de l'AFD au Togo, François Jacquier et le chef de projet Eau-Assainissement de l'AFD, Didier Renard, Marc Vizy s'est assuré de l'effectivité d'ouvrages d'adduction d'eau potable et d'assainissement à Nano, dans la préfecture de Tandjouaré de la région des Savanes. En vue d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène des populations défavorisées de la région des Savanes à travers l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, le gouvernement togolais et l'Agence française de développement ont, en effet, décidé de mettre en œuvre en 2012 le Projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural dans la région des Savanes (PASSCO).

A ce jour, précise l'ambassade de France, grâce au projet PASSCO, les 69 cantons de la région des Savanes, dont le canton de Nano, bénéficient d'infrastructures d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable. Face à la précarité dans laquelle vivaient les populations, faute de points d'eau, l'intervention de PASSCO à travers la réalisation de ces infrastructures réduit considérablement le temps et la distance des corvées d'eau pour un grand nombre de communautés rurales. Ces forages d'eau potable ont en outre significativement amélioré la situation sanitaire de ces populations rurales en diminuant les risques de maladies d'origine hydrique.

L'objectif principal du PASSCO est d'agir directement et positivement sur la santé des populations rurales de la région des Savanes, notamment les plus vulnérables, femmes et enfants, à travers l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Financé par l'AFD à hauteur de 6 millions d'euros, le projet vise initialement à équiper les écoles, les centres de santé et les communautés rurales des Savanes en points d'eau potable et des latrines. Au total, 474 forages d'eau potable ont été construits ou réhabilités. Aujourd'hui, pointe l'ambassade de France, les forages du PASSCO donnent l'accès à l'eau potable à plus de 70.000 personnes dont environ 25.000 écoliers. Les ouvrages se répartissent comme suit : 344 nouveaux forages réalisés (161 écoles, 21 unités de soins, 162 communautés rurales) et 130 anciens forages réhabilités (7 écoles, 2 unités de soins, 121 communautés rurales). Le projet a également permis la construction de 100 latrines dans les écoles.

Droits des adolescents à la santé génésique et violences faites aux femmes

Vers un Protocole de prise en charge des victimes

Jean AFOLABI

Dans les prochains mois, l'ONG Plan International envisage de renforcer ses actions en faveur d'un protocole national de prise en charge des victimes de violences faites aux femmes et aux enfants au Togo. La démarche entre dans le cadre du financement du projet «Promotion des droits des adolescents à la santé génésique au Togo», projet qui couvre sept (7) préfectures des régions Centrale et des Plateaux. Ainsi, sous financement de l'Union européenne et de l'ASDI (Agence suédoise de développement international), Plan International compte solliciter des services sur : la proposition d'une démarche pour l'élaboration du protocole et des outils de collecte d'information ; l'identification des besoins en renforcement de capacités de tous les acteurs et des moyens nécessaires pour la mise en œuvre de la stratégie et les interventions des différents secteurs ; l'élaboration et la présentation du protocole national de prise en charge des femmes et des enfants victimes de violences.

Le projet «Promotion des droits des adolescents à la santé sexuelle et génésique au Togo» a été officiellement lancé en février 2015 à Langabou, dans la préfecture de Blitta (environ 300 km de Lomé), rapporte le confrère d'Afreepress. D'un coût total de 5.105.253 euros, soit environ 3,35 milliards de francs CFA, ce projet qui couvrira une période de cinq (5) ans, vise à contribuer à la jouissance par les adolescents de leurs droits à la santé sexuelle et génésique.

Le projet est mis en œuvre par l'ONG/ADESCO dans les cinq préfectures de la région Centrale à savoir : Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Blitta et Mô. Dans l'Est Mono et le Moyen Mono, dans la région des Plateaux, c'est l'ATBEF (Association togolaise pour le bien-être familial) qui s'occupe de sa mise en œuvre. Le projet vise à réduire la prévalence des grossesses précoces et non désirées parmi les filles adolescentes de 10 à 19 ans dans les régions Centrale et des Plateaux du Togo.

Dans le cadre de la 6e édition de la Journée Ecobank

Le Groupe panafricain équipe l'orphelinat SOS Village d'enfants

Le Groupe Ecobank, dont le siège social se situe à Lomé, soutient l'orphelinat **SOS Villages d'enfants**, où vivent plus de 100 orphelins âgés de huit à quinze ans. Ecobank finance, en effet, un nouveau forage afin de leur faciliter l'accès à l'eau potable et une salle numérique équipée de 17 ordinateurs, d'un accès Internet et d'un vidéo-projecteur. L'opération s'est déroulée dans le cadre de la 6e édition de la Journée Ecobank, célébrée le samedi 17 novembre, une initiative au cours de laquelle, une fois par an, les employés de la banque sont encouragés à faire preuve de compassion et à agir pour le bien-être de leur communauté. Chaque année, explique un communiqué de la Banque, les activités portent sur un thème spécifique et, cette année, la journée Ecobank était consacrée à '**Soutenir les orphelinats en Afrique**'.

Suivant les affirmations de Ade Ayeyemi, directeur général du Groupe Ecobank : «*Beaucoup d'orphelinats en Afrique sont sous-financés et manquent de ressources. Ils méritent tout le soutien possible. C'est pourquoi nous n'avons pas hésité à leur venir en aide cette année dans le cadre de la Journée Ecobank. J'ai été très impressionné par la volonté d'aider, le travail et la compassion évidente du personnel Ecobank pour soutenir cette cause digne et faire marquer une véritable différence*».

Cela fait six ans que les employés des filiales Ecobank dans les 33 pays d'Afrique où la banque est présente participent à des activités bénévoles et font des dons volontaires lors de la Journée Ecobank. Depuis la première édition de la Journée Ecobank en 2013, le personnel de Ecobank a soutenu plusieurs causes, dont le dépistage du cancer, l'éducation, la santé maternelle, l'accès à l'eau potable et la prévention du paludisme, souligne le communiqué de la Banque.

Autour des préoccupations spécifiques et des défis de chaque pays membre

La Banque centrale fait sa Semaine de l'inclusion financière

Plus de 250 personnes, provenant des ministères en charge des finances, des banques, des Systèmes financiers décentralisés (SFD), des établissements de monnaie électronique (EME), des services postaux, des intermédiaires en opérations de banque, des Régulateurs de télécommunications, des Fintech, du GIM-UEMOA, des institutions partenaires, d'organismes internationaux ainsi que de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), prennent part, du 26 novembre au 1er décembre 2018, à l'édition 2018 de la Semaine de l'Inclusion financière dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), en vue de discuter des problématiques importantes de l'heure, qui constituent des préoccupations spécifiques et des défis pour chaque pays de l'Union en matière d'inclusion financière. Il s'agira pour la Banque centrale, organisatrice de la manifestation sur le thème l'**Inclusion financière dans l'UEMOA : levier du développement économique et social**, de sensibiliser les acteurs sur l'importance de l'inclusion financière dans le développement économique et social des pays de l'UEMOA, en mettant en lumière la contribution potentielle de la généralisation de l'utilisation des services financiers au développement. L'occasion sera également saisie pour mieux faire connaître l'action de la BCEAO en la matière, particulièrement celle inscrite dans la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière.

Les activités se dérouleront aussi bien au Siège de la Banque centrale à Dakar que dans les huit Directions Nationales. Dans ces dernières, les activités s'étendront sur quatre jours, du 28 novembre au 1er décembre 2018, au cours desquels des sessions de formation sur le cadre réglementaire régissant la monnaie électronique et les transferts rapides d'argent seront organisées. De même, des séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière d'épargne et d'entrepreneuriat seront animées à l'intention des jeunes de certains collèges et universités. Un atelier de réflexion sur des problématiques relatives à l'inclusion financière et spécifiques au contexte de chaque pays est également programmé par les Comités Nationaux de Suivi de la Mise Œuvre (CNSMO) de la stratégie, dans chaque pays de l'Union. Ces échanges pourraient porter sur le financement de l'agriculture, des activités des femmes, des jeunes ainsi que des besoins des petites et moyennes entreprises.

L'incivisme

Les togolais s'expriment

L'incivisme est un phénomène recrudescent au Togo. Interrogés ce 23 novembre 2018 à Lomé, quelques citoyens togolais ont voulu apporter des solutions afin d'éradiquer ce mal.

Etonam Sossou

Mme Anoumou Pierrette, Directrice d'une école primaire

« Le phénomène de l'incivisme est un constat général ces derniers temps au Togo et particulièrement en milieu scolaire. Pour réduire un tant soit peu ce phénomène, nous demandons une reprise de l'éducation civique à l'école primaire jusqu'à l'université. Une telle chose pourrait pousser la jeunesse actuelle à comprendre ce qu'est l'incivisme et à prendre en compte la nécessité du respect de la Nation. Il faudrait aussi organiser des émissions-débat où on mettra tous les acteurs face a face; c'est-à-dire, les autorités, les parents, les élèves, le citoyen lambda. Chacun donnera son point de vue à l'issue duquel, on fera des propositions.

Richard kessougbor, etudiant

« Pour mieux lutter contre ce phénomène d'incivisme, je propose d'abord qu'on s'attaque à la source, c'est-à-dire, les cadres d'éducation dans les familles. Que les parents commencent d'abord à éduquer les enfants dans ce sens. Je pense que tout commence d'abord à la maison. Ensuite, que l'Etat s'y mette aussi avec l'instauration de l'éducation civique pour rappeler incessamment à chaque élève, le respect des symboles de l'Etat et du code de la route ».

Mlle Gislaine Ayeh, secrétaire

« Comme solution à l'incivisme, je proposerai que la jeunesse soit un peu responsabilisée. Si on arrive à mieux sensibiliser la jeunesse, on parviendra à diminuer les actes inciviques, même si on ne peut pas en finir avec. Cette sensibilisation doit se faire à travers les medias, des sketches sur la place publique afin de pouvoir toucher toutes les couches sociales ».

Ankou Tsè, chauffeur

«À propos de l'incivisme, je propose que les forces de sécurité prennent leur responsabilité. C'est une question d'autorité qui est en jeu. Tout se passe comme s'il n'y a pas d'autorité. Il faut taper fort sur la table ; une ou deux personnes sanctionnées servira d'exemple pour les autres. Mais si les autorités laissent chacun faire ce qu'il veut, je pense qu'on n'en finira jamais avec ce phénomène. Je préfère qu'on tape fort sur la table ! »

Alidou Assad, élève

« Je propose la sensibilisation dans les medias, pour faire comprendre aux gens ce qu'on peut faire et ce qu'on ne peut pas faire. Il faut être rigoureux dans la sensibilisation. En effet, le silence des autorités qu'on constate, ne peut pas aider dans cette lutte. De nos jours on en parle moins dans les medias. On préfère d'autres spots publicitaires aux sensibilisations de la population sur le phénomène. Je pense que la population manque d'information, le problème majeur dans cette situation, c'est l'information. Si on multiplie les efforts dans ce sens, tout va rentrer dans l'ordre ».

Komi Amèwou, conducteur de taxi-moto

«La solution de l'incivisme à tous les niveaux est la justice. S'il y a de l'incivisme, c'est qu'à quelque part, les gens sont fâchés. On doit rendre justice à tous les niveaux. Si les questions d'injustice sont résolues, les gens vont mieux se comporter».

Formalisation des activités rurale

La Dosi cible la plaine de Mo et la vallée de l'Oti

Une rencontre pour la validation des plans d'action pour la promotion des mécanismes de formalisation des activités non formelles rurales relevées dans la plaine de Mô et dans la vallée de l'Oti, prend fin aujourd'hui a Sokode.

Organisee, par la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), les 29 et 30 novembre 2018, elle a entre autres objectifs, apprécier la qualité du contenu des plans d'action proposés pour la mise en œuvre des stratégies de promotion des mécanismes de formalisation des activités informelles rurales dans les deux localités et recueillir l'avis des acteurs concernés sur l'adoption ou la validation desdits plans d'actions.

Deux documents (**plan d'action pour les activités non formelles rurales dans la plaine de Mô et celui des activités non formelles rurales dans la vallée de l'Oti), ont permis à la** quarantaine de cadres de diverses administrations et organisations de la société civile ainsi qu'à la soixantaine d'acteurs exerçant dans l'informel, de travailler les travaux en commission sous la supervision des consultants.

Le présent atelier s'inscrit dans la mission de l'institution de palier à la pauvreté de la population en boostant l'économie informelle par la mise en place des mécanismes de formalisation.

Pour rappel la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), est creee par le gouvernement en 2008, pour organiser, former et accompagner les acteurs du secteur informel qui emploie environ 80% de la population active togolaise.

Avec une vieille technique agricole de 700 ans

L'Afrique peut nourrir sa population sans pesticides

Pour nourrir les 2,5 milliards d'habitants qu'elle portera en 2050, l'Afrique va devoir optimiser sa production agricole sans trop polluer. Et pourrait notamment s'inspirer d'une pratique agricole ouest-africaine vieille de 700 ans.

Le continent pourrait bien relever le défi sans déverser des litres de pesticides et autres engrais chimiques dans leurs sols. Paradoxalement, c'est une pratique agricole vieille de 700 ans qui pourrait être généralisée. En Afrique de l'Ouest et en Amazonie, les terres sont fertilisées durablement depuis des siècles à l'aide de charbon et de restes de poulet, rapporte Quartz. On les appelle les terres noires en raison du charbon incorporé dans la terre. Une étude menée sur plus de 200 sites au Libéria et au Ghana pour analyser les vertus de cette pratique a confirmé une fertilité extraordinaire, durable et écologique, qui pourrait répondre aux futurs besoins en nourriture du continent. «*Ce qui est le plus surprenant est qu'en Afrique et en Amazonie, ces deux communautés indigènes isolées […] étaient capables de réaliser une prouesse que les pratiques de l'agriculture moderne n'ont pas réussi à réaliser jusqu'à maintenant*», a déclaré Dawit Solomon, chercheur à l'Université Cornell d'Ithaca (New-York) et co-auteur de l'étude. En effet, ces sols contiennent 200% à 300% plus de carbone organique que les autres terres, et permettent ainsi une optimisation de l'agriculture intensive sur un minimum de terrain. Ces sols piègent également le dioxyde de carbone sous terre et participent à la réduction des gaz à effet de serre.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1452
DE LOTO BENZ DU 14 Novembre 2018

Ce 21 Novembre 2018, nous prenons part au tirage de LOTO BENZ qui porte le **N°1453**.

Lors du dernier tirage de LOTO BENZ, les villes de **LOME, KPALIME, TABLIGBO, ANIE et SOKODE**, ont recensé des gagnants de gros lots.

Dans la capitale, nous avons enregistré **15 lots de 1.000.000F CFA, deux lots de 1.250.000F CFA, un lot de 1.500.000FCFA et un lot de 2.000.000F CFA deux gros lots de 3.000.000F CFA** remportés auprès des **opérateurs 3463, 5602, 5814, 6906, 6910, 7119, 30026, 30140, 50129, 60400, 60821, 70134, 90026, 90321, 90329, 6924, 70728, 60525, 50228, 30222, 50334.**

A **KPALIME, à ANIE et à SOKODE,** ce sont **des lots de 1.000.000F CFA** qui ont été recensés sur les points de **vente 4024, 20423 et 1210**.

La ville de **TABLIGBO** s'est démar quée par **un lot de 2.000.000F CFA** gagné auprès de l'opérateur **8021.**

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Après le grand tirage régional **du 27 juillet 2018** des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2018. Au grattage, Vous pouvez gagner jusqu'à **500.000F CFA** .

Au tirage, **un gros lot de 2.000.000F CFA** est encore à enlever.

Au tirage des lots intermédiaires, plus de **640 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA** vous attandent. Alors n'hésitez pas! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2018 dans les points de vente habituels (*agences, postes de jeux sur ordinateurs et auprès des vendeurs ambulants*.)

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.

BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1454 de LOTO BENZ du 28 Novembre 2018

Numéro de base

86	07	50	03	37

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours, d'une semaine à l'autre

Une nouvelle baisse du montant adjugé mardi par les banques togolaises

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 27 novembre 2018, à une injection de liquidités d'un montant de 3 250,000 milliards, la totalité du montant mis en adjudication. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 282,427 milliards, contre 289,290 milliards une semaine plus tôt, et 310,000 milliards il y a deux semaines. L'opération arrive à échéance le lundi 03 décembre 2018, indique la Banque centrale. Le taux marginal et le taux moyen pondéré se sont situés respectivement à 3,5104% et 4,1968%.

Au total, quatre-vingt-deux (82) établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la Côte d'Ivoire et du Mali s'adjugent respectivement 1 131,741 milliards et 441,311 milliards. Ils sont suivis par ceux du Sénégal avec 433,024 milliards, du Burkina Faso avec 375,114 milliards, du Bénin avec 335,932 milliards, du Togo avec 282,427, et du Niger avec 228,366 milliards. La Guinée-Bissau fait 22,085 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions hebdomadaires sur le marché des adjudications est passé de 2.803,7 milliards en août 2018 à 2.841,1 milliards en septembre 2018, soit une hausse de 1,3%. S'agissant du montant moyen retenu au terme des adjudications du mois sous revue, il est ressorti à 2.840,4 milliards en septembre 2018, contre 2.803,7 milliards le mois précédent. Le taux moyen pondéré sur le guichet hebdomadaire est ressorti à 2,69% en septembre 2018, contre 2,74% le mois précédent.

Du jamais vu au Togo!
Togocel lance le forfait
Bavard et Connecté 400%

*** Bavard**

200 Fcfa devient .....

800 Fcfa !

600 Fcfa vers TOGO + 200 Fcfa tous réseaux + 25 sMs | 1 jour

Souscription : *919*5#

*** Connecté**

200 Fcfa devient .....

25Mo + 600 Fcfa !

400 Fcfa vers TOGO + 200 Fcfa tous réseaux + 25 Mo Internet + 20 sMs | 1 jour

Souscription : *919*1#

EN TOUTE TRANQUILLITÉ

LE MEILLEUR RÉSEAU DATA ET LES APPELS LES MOINS CHERS AU TOGO !

TOGOCEL